

une triple volonté



par Robert Chapuis

Les 12 et 13 octobre vont se tenir à Paris des Assises nationales du socialisme. Dès maintenant, dans des entreprises, des localités, des régions, des militants se rencontrent pour mieux les préparer. Depuis trois mois, des commissions se sont mises au travail : elles ont élaboré un document d'analyse et de propositions qui dessine le projet d'une société socialiste et autogestionnaire et indique les moyens essentiels pour y parvenir. Au moment où notre pays connaît une crise profonde, dans ses structures et ses valeurs, dans son économie et ses institutions, au moment où la lutte des classes trouve un développement sans précédent, jetant sur la scène politique elle-même la contradiction et les aspirations que révèlent les luttes sociales, de telles Assises revêtent une importance historique.

Leur réunion est le produit d'une triple volonté :

— volonté de nombreux militants, surtout syndicaux, qui voient dans le socialisme auto gestionnaire l'expression de leur combat et entendent construire, au-delà des formations existantes, la grande force socialiste qui ne

leur est pas seulement nécessaire, mais dont, à leur sens, l'ensemble du mouvement ouvrier a besoin ;

— volonté de François Mitterrand et, à travers lui, de son parti, le Parti Socialiste, car l'expérience de Mai 74 lui a appris qu'il ne suffisait pas de préparer la victoire ; parce qu'elle est désormais à portée de la main, il faut pouvoir aussi lui donner un sens : une mobilisation populaire puissante et cohérente, capable de résister à la réaction de la bourgeoisie et aux pressions impérialistes, doit se fonder sur un projet mobilisateur, lié aux conditions de vie et de travail de l'immense majorité, fournissant aux travailleurs les moyens de leur pouvoir et à tous les hommes la capacité de contrôler les décisions qui les concernent ;

— volonté du PSU aussi, parce que, après avoir failli sombrer en 1970-71, le PSU a retrouvé sa force à travers le courant socialiste autogestionnaire : après avoir fait de l'autogestion socialiste sa doctrine fin 72, il en a défini les conditions stratégiques fin 73. L'événement l'a contraint, dès avril 74, à inscrire le développement du socialisme autogestionnaire dans le cadre de l'unité populaire : de ce fait, le PSU s'est trouvé devant des responsabilités nouvelles, sur un champ qui lui était peu connu, dont les limites se confondent avec celles du mouvement ouvrier et, fatalement, parce qu'il en va ainsi dans notre pays, avec la gauche.

Plus habitué, depuis mai 68, à affronter les diverses faces de l'extrême-gauche, le PSU n'est pas très à l'aise pour dialoguer avec une gauche qui, malgré son renouvellement, reste traditionnelle. Il craint d'être bien faible aux côtés d'un PS dont les effectifs se sont fortement gonflés

depuis trois ans : une telle confrontation n'est-elle pas déjà le prélude à une intégration, à une digestion rapide ou lente qui ferait disparaître en rien de temps non seulement la raison d'être du PSU, mais aussi la raison d'espérer de tous ceux qui savent qu'en France, le socialisme sera autogestionnaire ou qu'il ne sera pas ?

Cette crainte est légitime. Elle ne manquera pas de s'exprimer les 5 et 6 octobre dans le Conseil national du PSU préparatoire aux Assises. Mais on ne bâtit pas l'avenir avec des craintes. Le PSU, comme il l'a toujours fait aux moments cruciaux, saura trouver une voie juste et constructive, pour donner au socialisme autogestionnaire la grande force politique, puissante et crédible, dont il a besoin. Cet effort dépend de la capacité du PSU à faire des propositions correctes. Mais sa bonne volonté ne saurait suffire : le moment venu, le Parti Socialiste devra lui aussi montrer qu'il est prêt à aller de l'avant et qu'il ne se contente pas de mettre à l'épreuve ses capacités digestives. Face aux enjeux, celui du pouvoir, celui de la construction du socialisme, celui de donner réponse aux espérances qui ne cessent de monter dans notre pays, nous ne voulons pas douter qu'au-delà même des Assises, la triple volonté qui leur a donné naissance, continuera de s'exercer efficacement pour créer les conditions d'un parti socialiste de type nouveau.

L'importance de cette tentative se juge par l'écho qu'elle rencontre comme par les tirs de barrage qu'elle suscite ! Il y a deux ans, il en allait de même pour l'idée même d'autogestion. Dans un article du Monde, j'écrivais alors qu'il y a deux moyens de tuer les idées neuves :

— soit de les réduire à des idées anciennes : ainsi veut-on faire croire aujourd'hui qu'il s'agit de refaire 67 (l'adhésion à la FGDS) ou de recréer une gauche non-communiste, en vue de revenir sur l'union de la gauche déjà réalisée (cf. l'article de Pierre Joxe dans le Monde récemment). On oublie que cette tentative se situe dans la ligne de l'unité populaire, avec le point d'appui de la campagne présidentielle, sur une base de classe qui rend le socialisme autogestionnaire, qu'on le veuille ou non, partie intégrante du mouvement ouvrier ;

— soit d'en déformer la nature et la portée : ainsi la triple volonté dont nous parlions est-elle réduite à une sorte de contrat, au sortir d'un bon repas, entre trois compères, Maire, Mauroy, Rocard, ou encore à quelque cuisine pré-électorale où l'on se partage d'avance des sièges au Parlement ou, à défaut, dans un Comité directeur ; certains journaux — qui ne sont pas tous de droite — se font ainsi des publicités à bon marché. Au moins prouvent-ils ainsi que l'affaire est importante ! Mais si l'on n'y prend garde, ragots et calomnies risquent de masquer l'enjeu réel du débat.

Les militants du PSU savent par expérience combien leur lutte est souvent déformée, mal comprise. Ils reconnaissent aussi — y compris dans la presse, car il est des journaux sérieux — l'importance des choix qu'ils ont à faire. Les 5 et 6 octobre, par la voix du Conseil national, il leur appartiendra de définir, non seulement leur avenir, mais celui de la gauche et du socialisme, tant il est vrai que ces causes ne sont pas aujourd'hui dissociables, tant il est vrai qu'elles ne peuvent désormais être tenues qu'en fonction de la capacité du socialisme autogestionnaire à s'y inscrire de façon déterminante et prédominante. ■